



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES CÔTES D'ARMOR

Direction départementale de la
protection des populations

Service prévention des risques
environnementaux

IC n° 2003/0884
GIDIC : 0522-01351
MTB

ARRÊTÉ MODIFICATIF
portant autorisation environnementale
d'une installation classée pour la protection de l'environnement

Le préfet des Côtes d'Armor

- VU** le code de l'environnement et ses annexes ;
- VU** l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale, notamment l'article 15 ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 établissant le sixième programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2012, autorisant l'EURL La Ville Poissin à exploiter au lieu-dit «La Ville Poissin» à Hénanbihen, un élevage avicole de 222 870 animaux équivalents (poules pondeuses) ;
- VU** la demande présentée le 29 mars 2019 par l'EURL La Ville Poissin, en vue d'effectuer à Hénanbihen au lieu-dit «La Ville Poissin» ;
- La restructuration d'un élevage avicole qui doit comprendre après projet 240 000 emplacements, la suppression de 4 poulaillers poules en cages, la construction de 3 poulaillers poules volières et jardins d'hiver, la construction d'un jardin d'hiver pour le poulailler à conserver et l'augmentation de la capacité du site en tonnage de fientes après projet de 16 t/jour. ;
- VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 13 septembre 2019 ;
- VU** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 26 septembre 2019 ;

CONSIDÉRANT que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la DREAL s'est prononcée sur la nature de l'évolution de l'installation qui ne nécessite pas de cas par cas et qu'il convient de considérer qu'il ne s'agit pas d'une modification substantielle de l'installation ;

CONSIDÉRANT que le projet a pour but de répondre au marché qui a évolué en fonction de la demande sociétale et que l'installation est située à distance réglementaire des tiers et points d'eau ;

CONSIDÉRANT que la perception de l'installation est peu modifiée et que l'ensemble des déjections produites sur cette installation est transformé en engrais organiques ;

CONSIDÉRANT que les déjections produites sur les sites exploités par les sociétés dont Monsieur MENARD est le gérant sont susceptibles d'être granulées sur l'installation avant commercialisation et que les moyens réglementaires de lutte contre l'incendie vont être mis en place ;

CONSIDÉRANT que la demande d'autorisation déposée après le 30 juin 2017, a été instruite selon les dispositions législatives et réglementaires de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 susvisée ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor ,

ARRÊTE :

Article 1er : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2012, sont modifiées comme suit :

«1. 1. - L'EURL DE LA VILLE POISSIN, ci après dénommé l'exploitant, dont le siège social est situé au lieu-dit «La Ville Poissin » à HENANBIHEN est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à cette adresse, un élevage de volailles dont la capacité maximale est de 240 000 emplacements, sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 112 080 UN/an.

1. 2. - Nature des installations

1. 2. 1. - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	alinéa	A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
3660	a)	A	Élevage intensif	Élevage de volaille	Nombre total d'emplacements	Nombre d'emplacements pour les volailles et gibier à plumes supérieur à 30000	1 place = 1 emplacement	240000	Emplacements
2170	1)	A	Engrais, amendements et supports de culture (fabrication) à partir de matières organiques, à l'exclusion des rubriques 2780 et 2781	Fabrique d'engrais ou d'amendement organique	Capacité de production par tonnes/jour	Supérieur à 1 tonne/jour mais inférieur à 10 tonnes/jour	Tonnes/jour	15, 5	Tonnes/jour

A : (autorisation) ; E : (enregistrement) ; DC : (déclaration en contrôle périodique) ; D : (déclaration) ; NC : (non classé)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Au sens de l'article R 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleures techniques relatives à la rubrique principale sont les suivantes :

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite « IED »	Conclusions sur les meilleures techniques disponibles
Élevage intensif de volailles ou de porcs : a) Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles b) Avec plus de 2 000 emplacements pour les porcs de production (de plus 30 kg) c) Avec plus de 750 emplacements pour les truies	3660	6.6 a)	Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la Commission du 15 février 2017, établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs

" L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles (MTD) économiquement acceptables les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau".

1. 2. 2. - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et section suivantes :

Commune	Type d'élevage	Sections	Parcelles
HENANBIHEN	Élevage de volailles	Section YD	N°s 77 et 100
		Section YE	n°s 124 et 126

1. 2. 3. - Conformité au dossier de demande d'autorisation

L'installation et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les autres réglementations en vigueur ».

Article 2 - Prescriptions particulières concernant l'élevage de volailles

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2012, sont modifiées comme suit :

« 2. 1. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

2. 2. - L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2. 3. - L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

2. 4. - L'installation classée dispose à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, d'un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou d'une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m³ équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m² au moins accessible en tous temps et en toutes circonstances ».

Article 3 : Prescriptions complémentaires concernant la fabrique d'engrais et supports de cultures

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2012, sont modifiées comme suit :

« L'exploitant est soumis aux dispositions du présent arrêté pour la mise en oeuvre d'un procédé de traitement par séchage et granulation des fientes ainsi qu' un stockage dans un hangar, l'ensemble situé en annexe de son installation.

3. 1. - Installations

3. 1. 1. - L'installation doit permettre de transformer les fientes issues de l'élevage en un engrais organique qui doit répondre à la norme NFU 42 001.

3. 1. 2. - Les moyens mis en oeuvre sont :

- 2 tunnels de séchage des fientes;
- une presse de granulation des fientes.

Pour la mise en oeuvre du procédé de fabrication, l'exploitant dispose également :

- de 2 hangars de stockage des fientes sèches avant granulation d'une surface respective de 860 et 990 m².
- d'un hangar de stockage des fientes granulées mises en big bag d'une surface totale de 2610 m².

Un quai ou une aire de chargement est aménagé de façon à permettre la reprise des produits dans de bonnes conditions.

3. 1. 3. - Le stockage des matières premières et des produits finis doivent se faire de manière séparée sur des aires identifiées, réservées à cet effet.

3. 1. 4. - L'exploitant dispose des matériels nécessaires à la mise en oeuvre des procédés de fabrication soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

3. 1. 5. - La hauteur maximale des stocks de produits est limitée en permanence à 3 mètres. Dans le cas d'une gestion par andains, la même contrainte s'applique pour la hauteur des andains, sauf exception dûment justifiée et après accord de l'inspection des installations classées.

3. 1. 6. - La durée d'entreposage des fientes sur le site doit être en adéquation avec les capacités de stockage existantes.

3. 2. - Exploitation – entretien

3. 2. 1. - Surveillance de l'exploitation

L'exploitation doit se faire sous la surveillance directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation.

Les personnes étrangères au fonctionnement de l'élevage ne doivent pas avoir libre accès à l'installation.

3. 2. 2. - Ventilation des locaux

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux fermés abritant l'une des aires visées doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

3. 3. - Contrôle et suivi de fabrication

La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes.

3. 3. 1. - Les anomalies de procédé doivent être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

3. 3. 2. - L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi de fabrication sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant :

- les quantités de fientes traitées;
- les anomalies de procédé relevées ainsi que les mesures palliatives mises en place;
- les résultats d'analyses physico-chimiques réalisées;

3. 3. 3. - Les documents de suivi doivent être archivés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée minimale de 5 ans.

3. 3. 4. - Toute modification du process doit être portée à la connaissance de l'inspecteur de l'environnement.

3. 3. 5. - Pour les effluents qui ne sont ni homologués ni conformes à la norme rendue d'application obligatoire. L'exploitant doit obtenir l'accord de l'inspecteur de l'environnement quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en oeuvre (destruction, incinération, épandage, etc.).

3. 4. - Utilisation du produit normalisé

Pour être mis sur le marché, au titre des articles L.255-1 à L.255-11 du code rural et de la pêche maritime relatif à la mise sur le marché des matières fertilisantes et des supports de cultures, les produits obtenus doivent disposer d'une homologation ou, à défaut d'une autorisation provisoire de vente ou sont conformes à une norme rendue d'application obligatoire.

L'exploitant doit respecter les obligations de résultats définies par les spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente, en matière de valeur fertilisante et de sécurité sanitaire du produit.

L'exploitant met en place les procédures de contrôles et analyses nécessaires. Celles-ci portent au minimum sur les paramètres suivants : matière sèche, matières minérales, matières organiques, azote totale et NH₄, P205, K2O.

Par ailleurs, l'exploitant est tenu de réaliser, annuellement, une recherche de métaux lourds : cadmium, cuivre, plomb, zinc.

De même, il doit procéder à des prélèvements et des examens portant sur les germes suivants : E.coli, salmonelles (*Typhimurium*, *Enteritidis*), *Clostridium*, entérocoques, oeufs d'helminthe, streptocoques. Un résultat de ces recherches datant de moins de six mois doit être fourni avant chaque reprise ou vente de produit.

Le produit doit être étiqueté conformément aux spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente. L'étiquetage doit également indiquer que les produits commercialisés doivent répondre aux exigences réglementaires du programme d'action ou réglementations spécifiques en vigueur dans les départements destinataires.

L'exploitant doit mettre en place une traçabilité des produits conformément aux dispositions prévues à l'article 3. 5. .

3. 5. - Gestion des flux - Traçabilité

3. 5. 1. - L'exploitant tient à jour un registre des flux entrants en provenance de chacun des sites exploités par la SCEA DE LA COLLINE et la SCEA SAINT RIEUX.

Ce registre comporte à minima les informations suivantes :

- le nom de la société et la dénomination du site d'où proviennent les flux entrants ;
- la date d'entrée du lot sur l'installation ;
- les quantités en kg de chaque lot entrant sur l'installation ;

3. 5. 2. - Une convention est établie avec une société prestataire de service, qui assure la mise sur le marché ou la reprise vers une installation classée 2170 ou 2780 pour 2547 tonnes d'engrais organique par an, soit 112 080 unités d'azote et 91 200 unités de phosphore.

Cette convention doit préciser :

- les obligations de l'exploitant- producteur;
- les conditions de reprise;
- les modalités selon lesquelles la société qui doit assurer la reprise doit fournir à l'inspecteur de l'environnement les informations nécessaires concernant la destination finale du produit.

Un enregistrement des cessions à la société prestataire de service doit être réalisé à chaque enlèvement. De plus, un bordereau ou bon doit être établi à chaque reprise d'engrais organique entre l'exploitant, le transporteur et la société qui assure la reprise précisant :

- les dates de départs;
- les références de lot;
- la référence de la norme ou de l'homologation, le cas échéant;

- les quantités livrées en tonnes et/ou en m³;
- le nom du transporteur;
- la dénomination de l'exploitant;
- les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales, celles-ci pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui doivent être conservés au moins pendant cinq ans.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection des installations classées de toute rupture de contrat des lors qu'il en prend connaissance ou de tout évènement s'opposant à la reprise des produits normalisés et de proposer une mesure alternative.

Article 4 : Affichage

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Hénanbihen pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Hénanbihen pendant une durée minimum d'un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture pendant quatre mois ;

Article 5 : Délais et voie de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour l'exploitant ;
- dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application "télérécourse citoyens" accessible sur le site : www.telerecours.fr

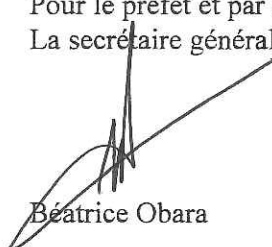
Article 6 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor, le maire de Hénanbihen et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ou de gendarmerie.

Saint-Brieuc, le

-3 OCT. 2019

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,


Béatrice Obara